

Bureau de recherche de l'UNICEF

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Des dizaines de millions d'enfants vivent dans la pauvreté dans les pays riches

Bruxelles, 29 mai – Tandis que les mesures d'austérité et de réduction des dépenses sociales sont au cœur des débats, un nouveau rapport révèle l'ampleur de la pauvreté et des privations qui touchent les enfants dans les économies avancées. Quelque 13 millions d'enfants vivant dans l'Union européenne (plus la Norvège et l'Islande) n'ont pas accès aux éléments de base nécessaires à leur développement. Parallèlement, on compte 30 millions d'enfants vivant dans la pauvreté à travers 35 pays développés.

Le *Bilan Innocenti 10* du Bureau de recherche de l'UNICEF s'intéresse à la pauvreté et à la privation des enfants dans les pays industrialisés et les compare en vue d'un classement. Cette évaluation internationale montre que la pauvreté des enfants peut y être évitée mais que les politiques menées jouent un rôle déterminant. Certains pays réussissent en effet davantage que d'autres à protéger les enfants les plus fragiles.

« Les données disponibles prouvent qu'un nombre trop élevé d'enfants n'a toujours pas accès aux variables de base dans des pays qui seraient en mesure de les leur offrir, » a déclaré Gordon Alexander, Directeur du Bureau de recherche de l'UNICEF. « Le rapport montre également, d'après des données recueillies en grande partie avant la crise actuelle, que certains pays ont enregistré de bons résultats grâce aux systèmes de protection sociale en place. Le risque est que nous prenions aujourd'hui de mauvaises décisions dont les effets ne se feront sentir que bien plus tard. »

Le *Bilan Innocenti 10* étudie la pauvreté et la privation des enfants sous deux angles différents. À travers ces deux approches de la pauvreté, le *Bilan 10* rassemble les dernières données disponibles en la matière dans l'ensemble des pays industriellement avancés.

La première évaluation utilise l'indice de privation des enfants qui se fonde sur les *statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie*. Celles-ci portent sur 29 pays européens et comprennent pour la première fois une section consacrée aux enfants. Le *Bilan 10* désigne par « démunis » tout enfant qui n'a pas accès à au moins deux des 14 variables de base, dont trois

repas par jour, un endroit calme pour faire les devoirs, des livres appropriés au niveau de connaissance ou une connexion Internet. La Roumanie, la Bulgarie et le Portugal affichent les taux de privation les plus élevés (70 %, 50 % et 27 % respectivement) tandis que certains pays plus riches comme la France ou l'Italie enregistrent des taux de privation supérieurs à 10 %. Les pays nordiques possèdent les taux les plus bas, inférieurs à 3 %.

La seconde évaluation du *Bilan 10* porte sur la pauvreté relative et calcule le pourcentage d'enfants vivant en dessous du « seuil de pauvreté » national, défini comme 50 % du revenu médian disponible par ménage.

Ainsi, le Bureau de recherche de l'UNICEF cherche à déterminer le pourcentage d'enfants pour qui l'écart s'est sensiblement creusé par rapport à la norme de leurs sociétés respectives.

Les pays du Nord ainsi que les Pays-Bas possèdent les taux de pauvreté relative des enfants les plus faibles – aux alentours des 7 %. L'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni enregistrent des taux compris entre 10 et 15 %, tandis que plus de 20 % des enfants roumains et américains vivent dans une pauvreté relative.

La comparaison entre pays économiquement similaires est particulièrement frappante dans ce *Bilan 10*, et montre à quel point les mesures adoptées par les gouvernements peuvent changer la vie des enfants. Par exemple, le Danemark et la Suède enregistrent des taux de privation des enfants bien plus bas que la Belgique ou l'Allemagne, et pourtant ces quatre pays affichent un développement économique et des revenus *par habitant* quasiment identiques.

« Il est clair, d'après le rapport, que certains pays réussissent beaucoup mieux que d'autres à faire face au problème de la privation des enfants », a indiqué M. Alexander. « Ces pays montrent que la pauvreté n'est pas inéluctable malgré le contexte économique actuel. En revanche, ne pas protéger les enfants face à la crise économique constitue l'une des erreurs les plus onéreuses qu'une société puisse commettre ».

###

Consultez le rapport complet en le téléchargeant depuis le site Internet du Bureau de recherche de l'UNICEF

www.unicef-irc.org

Participez @

Twitter : @Unicefinnocenti

www.facebook.com/UnicefInnocentiResearchCentre

Contact :

James Elder

unite for
children

unicef 

Responsable de la communication
Bureau de recherche de l'UNICEF
Téléphone : +39 335 758 2585
jelder@unicef.org
Twitter : @james_unicef

Marixie Mercado
Porte-parole
Division de la communication
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
5-7 Avenue de la Paix 1211 Genève, Suisse
Téléphone : +41 22 909 5716 Télécopie : +41 22 909 5908
Portable : +4179 756 7703
Courriel : mmercado@unicef.org

Diederik Kramers
Chargé de la communication
Bureau UNICEF-UE à Bruxelles
Téléphone : 00-32-2-2130070 (bureau), 00-32-486-089293 (portable)
Courriel : dkramers@unicef.org

Patrizia Faustini
Assistante principale de la communication
Bureau de recherche de l'UNICEF
Téléphone : +39 055 2033 253
pfaustini@unicef.org